

**CANEVAS DE RAPPORT DES PROJETS FINANCES PAR L’INITIATIVE POUR LA FORET DE L’AFRIQUE CENTRALE (CAFI)*[[1]](#footnote-1)* ET FONAREDD**

**Les obligations de rapportage (narratif et financier) pour les projets recevant des financements CAFI et FONAREDD sont rappelées dans une note disponible publiquement** [**ici**](https://docs.google.com/document/d/13hj-KwBeuoUjv5UJPHdI_L8U2DBgiZw6/edit?usp=share_link&ouid=108442690432788652504&rtpof=true&sd=true)***[[2]](#footnote-2)***

**Rapport** Annuel CAFI 3 Programme 1

**Période du** 01.01 **au** 31.12.2023

**Le CAFI 3 Programme 1 est la continuité du CAFI 2 Programme 1 sur les effets 1 (Un processus de certification à l’échelle nationale pour le Gabon est conçu et mis en œuvre) et effet 2 (Une unité d'élite chargée de l'application de la législation forestière est créée et opérationnelle), le CAFI 3 Programme 1 a un effet supplémentaire, qui est l’effet 3 sur la gestion des forêts communautaires.**

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre du projet :** | Réduire les émissions grâce à une meilleure gestion forestière : mise en œuvre d’un processus de certification à l’échelle nationale au Gabon. La gestion des forêts communautaire est améliorée. |
| **Numéro de référence MPTF du projet :2** | **133560** |
| **Organisation de mise en œuvre :** | Partenaires nationaux (Gouvernements, secteur privé, ONGs et autres) et autres organisations internationales.   * The Nature Conservancy * Ministère de la Forêt, de la Mer, de l’Environnement, charge du Plan Climat (MFME) * Conseil National Climat (CNC) * Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN) * Agence d’Exécution des Activités de la Filière Forêt Bois (AEAFFB) * Agence Gabonaise de Normalisation (AGANOR)   FSC, Société civile et ONG Partenaires |
| **Rapport soumis par :**  Nom :  Titre :  Organisation :  Adresse email : | Tiago de Valladares Pacheco  Directeur CAFI  The Nature Conservancy  [tiago.pacheco@tnc.org](mailto:tiago.pacheco@tnc.org) |
| **Contact en cas de besoin de clarification :**  Nom :  Titre :  Organisation :  Adresse email : | Isaac Youb  Responsable CAFI  TNC  Isaac.youb@tnc.org |

Veuillez indiquer si ce rapport a été approuvé par le comité de pilotage du projet :

~~Oui ☐~~

Non >

Si oui, quand : Click or tap to enter a date.

Si non, date anticipée d’examen en comité de pilotage du projet : semaine du 15 Avril 2024

**Instructions pour le format du rapport**

* Inclure une liste des abréviations et acronymes principaux
* Numéroter toutes les pages, sections et paragraphes
* Le rapport doit être soumis en un seul document Word ou pdf, à l’exception du tableau 5.1 qui doit être transmis sous format Excel
* Référencer clairement les annexes en utilisant des notes de bas de pages ou des hyperliens dans le corps du rapport
* Fournir des hyperliens à tous les livrables finalisés (rapports, études, cartes, etc) dans le respect de la politique d’accès à l’information de CAFI, disponible en Annexe 1 des Termes de Référence de CAFI
* Pour rappel, les rapports annuels sont rendus publics par CAFI sous format pdf

Table des matières

[1. Données clés du projet 4](#_heading=h.gjdgxs)

[2. Résumé des progrès réalisés par le projet 5](#_heading=h.30j0zll)

[3. Défis de mise en œuvre 5](#_heading=h.1fob9te)

[3.1 Défis liés au contexte du pays 5](#_heading=h.3znysh7)

[3.2 Défis inhérents au projet 5](#_heading=h.2et92p0)

[3.3 Commentaires 5](#_heading=h.tyjcwt)

[4. Evaluation de la performance du projet 1](#_heading=h.3dy6vkm)

[4.1 Evaluation de la performance du projet sur base des indicateurs du cadre logique 1](#_heading=h.1t3h5sf)

[4.2 Etat d’avancement de mise en œuvre des activités du projet pour la période de rapportage 2](#_heading=h.2s8eyo1)

[5. Résultats du Projet 1](#_heading=h.17dp8vu)

[5.1 Contributions du projet à l’atteinte des indicateurs du cadre de résultats de CAFI 1](#_heading=h.3rdcrjn)

[5.1.1 Tous les projets 2](#_heading=h.35nkun2)

[5.2 Contributions du projet à l’atteinte des jalons de la Lettre d’intention 2](#_heading=h.2jxsxqh)

[6. Communication et promotion 3](#_heading=h.z337ya)

[6.1 Illustration spécifique 3](#_heading=h.3j2qqm3)

[6.2 Stratégie et plan de communication 3](#_heading=h.1y810tw)

[7. Exécution financière 4](#_heading=h.4i7ojhp)

[7.1 Décaissements 4](#_heading=h.2xcytpi)

[7.2 Contrats 6](#_heading=h.1ci93xb)

[7.3 Gestion financière, approvisionnement et ressources humaines 6](#_heading=h.3whwml4)

[7.4 Mobilisation de ressources 7](#_heading=h.2bn6wsx)

[7.5 Audits 7](#_heading=h.qsh70q)

[7.6 Révisions budgétaires 7](#_heading=h.3as4poj)

[8. Suivi évaluation et apprentissage du projet 7](#_heading=h.1pxezwc)

[8.1 Etat d’avancement du plan de suivi du projet 7](#_heading=h.49x2ik5)

[8.2 Evaluations 8](#_heading=h.2p2csry)

[8.3 Intégration des leçons apprises 8](#_heading=h.147n2zr)

[8.4 Révisions programmatiques (le cas échéant) 8](#_heading=h.3o7alnk)

[9. Thèmes transversaux 8](#_heading=h.23ckvvd)

[9.1 Genre, peuples autochtones et autres groupes vulnérables 8](#_heading=h.ihv636)

[9.2 Respect des standards environnementaux et sociaux 9](#_heading=h.32hioqz)

[10. Gestion des risques 11](#_heading=h.1hmsyys)

[10.1 Matrice de gestion des risques sur la base de l'analyse effectuée 11](#_heading=h.41mghml)

[10.2 Évaluation de la transparence et de l'intégrité 11](#_heading=h.2grqrue)

[11. Récapitulatif des livrables 12](#_heading=h.3fwokq0)

[12. Annexes 12](#_heading=h.1v1yuxt)

# Données clés du projet

|  |  |
| --- | --- |
| Titre du projet | Mise en œuvre d’un processus de certification à l’échelle nationale et création d’une unité spéciale au Gabon CAFI 3 Programme 1 |
| Numéro de référence MPTF du projet (multi partner trust fund) | **133560** |
| Hyperlien du document de projet*[[3]](#footnote-3)* |  |
| Zone(s) d’intervention(s) du projet | Echelle nationale Gabon |
| Institutions ou ministères de tutelle | Ministère des Eaux et Forets |
| Organisations partenaires participantes de niveau 1 *[[4]](#footnote-4)* | Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN)  Agence d’éxécution des Activités de la Filiére bois (AEAFFB)  Agence Gabonaise de Normalisation (AGANOR) |
| Budget total du projet (USD) | 2 935 096,31 $ |
| Durée totale du projet (mois) | 60 mois |
| Date d’approbation du projet par le Conseil d’administration de CAFI ou le Comité de pilotage du FONAREDD |  |
| Date de réception des premiers fonds du MPTF | Click or tap to enter a date. |
| Date d’approbation du 1er Plan de Travail Budgétisé Annuel par le comité de pilotage du projet | Juin 2023 |
| Date de clôture initiale | 31/08/2027 |
| Date de clôture révisée le cas échéant | NA |
| Dépenses du 01/01 au 31/12 de l’année de rapportage | 649,203.89 |
| Dépenses globales cumulatives (USD) au 31/12 de l’année de rapportage | 649,203.89 |
| Taux de consommation sur l’ensemble des tranches reçues | 22% |
| Date et lien de l’évaluation à mi-parcours le cas échéant | NA |
| Insérer hyperlien si l’évaluation est publique |
|  |  |

# Résumé des progrès réalisés par le projet

*Présentez de manière concise dans le Tableau ci-dessous les avancées et réalisations les plus importantes du Projet en dégageant de manière claire et concise :*

*1) celles de la période sous-examen (semestre ou année),*

*2) celles depuis le début du projet.*

*Ce résumé d’une page maximum doit inclure les éléments clés du rapport qui seront détaillés dans les sections suivantes.*

*Fournir des hyperliens pour tous les livrables (rapports, études, documents de politique, cartes, plans etc).*

*Ces éléments essentiels du rapport seront capitalisés dans les rapports annuels consolidés du FONAREDD et de CAFI.*

|  |  |
| --- | --- |
| **Progrès au cours de 2023** | **Résultats obtenus de manière cumulative depuis le début du projet** |
| **Effet 1 : (un processus de certification à l'échelle nationale pour le Gabon est conçu et mis en œuvre)** | |
| **Indicateur 1 : (Les protocoles institutionnels pour la réforme des politiques, la mise en œuvre des projets, la supervision et le suivi sont définis et mis en œuvre)**  **Indicateur 2 : (Un registre des opérateurs engagés dans le processus de certification est créé)**  **Indicateur 3 : (Une stratégie de supervision et de suivi/audit sur le terrain est mise en œuvre)**  **Indicateur 4 : (Les protocoles de suivi des émissions, de la biodiversité et des aspects sociaux des concessions forestières sont définis et les rapports du secteur privé sont validés)**  **Indicateur 5 : (Les fonctionnaires du ministère, les auditeurs sur le terrain et les employés du secteur privé sont formés pour définir, mettre en œuvre et contrôler les normes nationales de certification)** | |
| * Le Comité de pilotage de CAFI Forestry (COPIL) (inclus dans CAFI2 et CAFI 3) s'est tenu le 15 juin à Libreville. Le COPIL a approuvé un budget global de 5 millions de dollars à dépenser au cours de l'année 2023, en mettant l'accent sur 20 ateliers et retraites de l'équipe gouvernementale qui se tiendront au Gabon. Un surplus de 10 visites de terrain dans le pays et le soutien au financement de la participation du Gabon à au moins deux grandes réunions internationales. Des contrats pour un minimum de 5 nouvelles contributions d'assistance technique au travail de la CAFI. * Un nouveau mécanisme de coordination a remplacé le rôle de l'UGP. * Tous les partenaires de CAFI se sont ensuite rendus au Brésil la majorité du mois de juillet pour examiner les pratiques de gestion durable des forêts, y compris RIL-C. Le voyage a été un succès. * TNC a lancé un appel d'offres à grande échelle pour plus de 20 véhicules qui arriveront dans le pays avant la fin de l'année.   Recrutement de l’équipe CAFI :   * Tiago De Valladares Pacheco, Directeur CAFI (Prise de service le 1er avril 2023) ; * Charlene AMPANDI, Spécialiste des subventions (Prise de service le 1er mars 2023) ; * Vincent Maicher (septembre 2023), Responsable de la recherche et de la surveillance des forêts * Alida Bissapi (septembre 2023), Coordinatrice CAFI * TNC a été chargé de mettre en place la plate-forme multi-acteurs et TNC a déjà commencé à encourager les acteurs clés du secteur privé et les membres des OSC à participer au dialogue de CAFI Foresterie, notamment sur les moyens d'accroître leur participation sur le processus de la certification de toute la filière du bois avant l’année de 2026. | * Mise en place du Programme de travail budgétisé annuel PTBA * Copil de validation du programme de travail budgétisé annuel en juin 2023 * Achat de véhicule CAFI pour le MINEF |
| **Effet 2 : Une unité d'élite chargée de l'application de la législation forestière est créée et opérationnelle** | |
| **Indicateur 1 : (30 agents sont identifiés et formés pour servir d'unité d'élite d'application de la loi forestière)**  **Indicateur 2 : (30 agents sont déployés pour servir d'unité d'élite d'application de la loi forestière.)**  **Indicateur 3 : (Des chiens de détection et de pistage sont soutenus pour travailler avec l'unité d'élite chargée de l'application de la loi)** | |
| * Achat de 4 véhicules pour le déploiement des équipes sur le terrain * Acquisition des chiens au Royaume uni pour l’unité canine en attente de transfert |  |
| **Effet 3 : La gestion communautaire des forêts est améliorée, formalisée et étendue à l'ensemble du pays.** | |
| **Indicateur 1 : La gouvernance des associations forestières communautaires est améliorée**  **Indicateur 2 : Un audit des forêts communautaires existants est réalisé**  **Indicateur 3 : Les structures institutionnelles de gouvernance des forêts communautaires sont définies et les agents du MINEF sont formés et équipés pour transformer le secteur des forêts communautaires.**  **Indicateur 4 : Les forêts communautaires sont intégrées dans la cartographie participative des villages gabonais (c.f. CAFI 1)**  **Indicateur 5 : Des plans d'affaires et de gestion des forêts communautaires sont élaborées.**  **Indicateur 6 : La mise en œuvre du plan de gestion des forêts communautaires est soutenue et les résultats sont suivis.** | |
| * Achat de véhicules pour le déploiement des équipes sur le terrain * Achat des équipements de bureau pour la Direction Générale des forets * Voyage de la Direction des Forets communautaire au Brésil pour examiner les pratiques de gestion durable au Brésil. * Définition des termes de références pour le recrutement du Conseiller Techniques Principal des forêts communautaires au Gabon * Audit des foret communautaires existantes réalisé | * Achat de véhicules pour le déploiement des équipes sur le terrain * Achat des équipements de bureau pour la Direction Générale des forets * Voyage de la Direction des Forets communautaire au Brésil pour examiner les pratiques de gestion durable au Brésil. * Définition des termes de références pour le recrutement du Conseiller Techniques Principal des forêts communautaires au Gabon * Audit des foret communautaires existantes réalisé |

# Défis de mise en œuvre

*Présentez les défis et difficultés qui ont caractérisé la période de rapportage (semestre/année) ainsi que, le cas échéant, les mesures prises pour les surpasser.*

## 3.1 Défis liés au contexte du pays

Le projet a fait face á des défis tant internes que externes :

* La mise en place de l’équipe CAFI s’est faite à partir du 2eme trimestre 2023, recrutement du Chief of Party, du Grant Specialist en Mars/Avril 2023, recrutement du Coordonnateur CAFI et du Responsable forestier Programme 4 en septembre/Octobre 2023
* La tenue du Copil á la fin du deuxième trimestre 2023 (Juin 2023)
* Le changement institutionnel avec le Coup d’état survenue en Aout 2023
* Le remplacement des chefs de file de l’administration forestière, Le Ministre et le Directeur général des Forêts.
* La mise en place du comité de Transition dans le pays.

Malgré les difficultés soulignés, The Nature Conservancy á maintenu un contact régulier avec l’administration des eaux et forêts.

## 3.2 Défis inhérents au projet

Les défis inhérents au projet peuvent se résumer en deux catégories

**Défis internes :** L’un des défis inhérents au projet á d’abord été la mise en place de l’équipe CAFI qui s’est faite á partir de Mars/Avril 2023 selon le plan ci-dessous :

* Tiago De Valladares Pacheco, Directeur CAFI (avril 2023)
* Charlene Ampandi, Spécialiste des subventions (mars 2023)
* Vincent Maicher (septembre 2023), Responsable de la recherche et de la surveillance des forêts
* Alida Bissapi (septembre 2023), Coordinatrice CAFI

**Défis externes** : Lors du copil de juin 2023, le plan de travail budgétisé annuel á été validé s’en ait suivi le coup d’état qui á plomber le fonctionnement de toutes les institutions. Le ministre de tutelle a été remplacé ainsi que la Directeur générale des forêts. Les agences d’exécution (AEAFFB, ANPN, AGANOR) ont vu leurs chefs de file et personnels renouvelés ce qui a entrainé un ralentissement de la mise en place des activités.

Un autre défi a été de constater que la Direction Générale des forêts n’a pas de compte en banque, par conséquent ne peut recevoir les fonds CAFI. Une réflexion á dont été porté avec TNC pour trouver un mécanisme de décaissement de fonds et favoriser la mise en place des activités.

## 3.3 Commentaires

Le programme de Certification du CAFI suscite de grandes attentes de la part de l’administration forestière et les agences d’exécution. Les séances de travail tenue avec les organes de mise en œuvre ont montré la ferme volonté d’œuvré á une gestion durable des forêts á travers la certification. Cependant, la mise en place des activités durant l’année 2023 s’est heurtées aux changements gouvernementaux ainsi qu’á la complexité technique des différents volets du programme CAFI. Ces bouleversements gouvernementaux ont amené TNC, l’organisme fiduciaire á se réorganiser et coordonner les activités du CAFI. Malgré une année 2023 instable, l’année 2024 s’ouvre avec des avancées significatives ce qui augure et une amélioration dans la gouvernance de l’administration forestière ce qui laisse envisager des potentiels résultats dans l’exécution des activités du CAFI.

# Evaluation de la performance du projet

## 4.1 Evaluation de la performance du projet sur base des indicateurs du cadre logique

*En utilisant le* ***Cadre logique révisé et validé lors du dernier COPIL du projet****, veuillez faire le point sur la réalisation des produits dans le tableau 2. Lorsqu'il n'a pas été possible de recueillir des données ou des lignes de base sur les indicateurs, expliquez pourquoi, et apportez des clarifications sur comment et quand ces lignes de base et/ou données seront recueillies.*

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Produits** | Indicateurs | Ligne de base *[[5]](#footnote-5)* | Cible visée pour la période de rapportage | Valeur atteinte pour la période de rapportage | Valeur 2021 | Valeur 2022 | Valeur 2023 | Valeur actuelle (en cumulatif)*[[6]](#footnote-6)* | Cible finale dans le prodoc*[[7]](#footnote-7)* | Cible finale révisée le cas échéant | Hyperlien et numéro de la décision d’approbation de la révision de la cible le cas échéant | Commentaires*[[8]](#footnote-8)* |
| Produit 1.1 | Les protocoles institutionnels pour la réforme des politiques, la mise en œuvre des projets, la supervision et le suivi sont définis et mis en œuvre. | NA | NA | NA | NA | NA | 10% | 10% | 100% | 100% | NA | **Réunion de lancement du programme CAFI 2 et 3 le 13 juillet 2023 ;** |
| Produit 1.2 | Un registre des opérateurs engagés dans le processus de certification est créé | NA | NA | NA | NA | NA | 10% | 10% | 100% | 100% | NA | Un enregistrement des opérateurs engagés dans l’exploitation forestière au Gabon á été réalisé par le MINEF |
| Produit 1.3 | Une stratégie de supervision et de suivi/audit sur le terrain est mise en œuvre. | NA | NA | NA | NA | NA | 5% | 5% | 100% | 100% | NA | Achat de véhicule  Les bureaux du Minef équipé en fourniture de bureau |
| Produit 1.4 | Les protocoles de suivi des émissions, de la biodiversité et des aspects sociaux des concessions forestières sont définis et les rapports du secteur privé sont validés. | NA | NA | NA | NA | NA | 5% | 5% | 100% | 100% | NA | Les Termes de références du Consultant en suivi des émissions sont définis |
| Produit 1.5 | Les fonctionnaires du ministère, les auditeurs sur le terrain et les employés du secteur privé sont formés pour définir, mettre en œuvre et contrôler les normes nationales de certification | NA | NA | NA | NA | NA | 10% | 10% | 100% | 100% | NA | Achat de véhicules |
| Produit 2.1 : | 30 agents sont identifiés et formés pour servir d'unité d'élite d'application de la loi forestière | NA | NA | NA | NA | NA | 5% | 5% | 100% | 100% | NA | Discussion démarrée |
| Produit 2.2 : | 30 agents sont déployés pour servir d'unité d'élite d'application de la loi forestière. | NA | NA | NA | NA | NA | 10% | 10% | 100% | 100% | NA | Achat de véhicules |
| Produit 2.3 : | Des chiens de détection et de pistage sont soutenus pour travailler avec l'unité d'élite chargée de l'application de la loi. | NA | NA | NA | NA | NA | 25% | 25% | 100% | 100% | NA | Achat des unités canine réalisé |
| Produit 3.1 | La gouvernance des associations forestières communautaires est améliorée | NA | NA | NA | NA | NA | 5% | 5% | 100% | 100% | NA | Voyage de la Direction des Foret communautaires au brésil  Achat de véhicules |
| Produit 3.2 | Un audit des forêts communautaires existants est réalisé | NA | NA | NA | NA | NA | 100% | 100% | 100% | 100% | NA | Le recensement des forêts communautaires est réalisé |
| Produit 3.3 | Les structures institutionnelles de gouvernance des forêts communautaires sont définies et les agents du MINEF sont formés et équipés pour transformer le secteur des forêts communautaires. | NA | NA | NA | NA | NA | 5% | 5% | 100% | 100% | NA | Discussion démarrée á la DFCOM |
| Produit 3.4 | Les forêts communautaires sont intégrées dans la cartographie participative des villages gabonais (c.f. CAFI 1) | NA | NA | NA | NA | NA | 5% | 5% | 100% | 100% | NA | Recensement des forêts communautaires est réalisé |
| Produit 3.5 | Des plans d'affaires et de gestion des forêts communautaires sont élaborées. | NA | NA | NA | NA | NA | 5% | 5% | 100% | 100% | NA | Discussion démarrée á la DFCOM |
| Produit 3.6 | La mise en œuvre du plan de gestion des forêts communautaires est soutenue et les résultats sont suivis. | NA | NA | NA | NA | NA | 5% | 5% | 100% | 100% | NA | Discussion démarrée á la DFCOM |

***Note :***

* *Les produits, les indicateurs et les cibles devront être présentés* ***tels qu’ils apparaissent dans le cadre logique du projet*** *de manière à rendre compte des accomplissements par rapport aux objectifs du Projet.*
* *Si les cibles sont modifiées, précisez-le.*

*Veuillez ajouter des lignes si nécessaires pour l’ensemble des produits du projet.*

## 4.2 Etat d’avancement de mise en œuvre des activités du projet pour la période de rapportage

*Fournir un état des lieux des progrès réalisés dans la mise en œuvre des activités principales prévues dans le PTBA de l’année de rapportage. Reproduire ou fournir un hyperlien au PTBA approuvé en début d’année.*

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Activité prévue dans le PTBA de l’année en cours** | **Produit*[[9]](#footnote-9)* (ex. 1.1)** | **Cible prévue dans le PTBA** | **Chronologie prévue pour cette activité*[[10]](#footnote-10)*** | **Valeur atteinte** | **Statut à la fin de la période de rapportage** | **Progrès et/ou défis attendus au cours de l’année suivante** |
| 1. Les protocoles institutionnels pour la réforme des politiques, la mise en œuvre des projets, la supervision et le suivi sont définis et mis en œuvre. | Un processus de certification à l'échelle nationale pour le Gabon est conçu et mis en œuvre. | 100% | **Du** 01.01.2024. **au** 31.12.2024 | 10% | En cours | >Rédiger les décrets d’application.  >Définir un cadre de travail entre le Minef et les agences  >Faciliter le dialogue multi acteur-secteur privé |
| 1. Un registre des opérateurs engagés dans le processus de certification est créé. | Un processus de certification à l'échelle nationale pour le Gabon est conçu et mis en œuvre. | 100% | **Du** 01.01.2024. **au** 31.12.2024 | 10% | En cours | >Recenser tous les opérateurs qui veulent aller vers la certification |
| 1. Une stratégie de supervision et de suivi/audit sur le terrain est mise en œuvre. | Un processus de certification à l'échelle nationale pour le Gabon est conçu et mis en œuvre. | 100% | **Du** 01.01.2024. **au** 31.12.2024 | 5% | En cours | >Identification des auditeurs  >Formation des auditeurs  >Déploiement sur le terrain des équipes d’audits |
| 1. Les protocoles de suivi des émissions, de la biodiversité et des aspects sociaux des concessions forestières sont définis et les rapports du secteur privé sont validés. | Un processus de certification à l'échelle nationale pour le Gabon est conçu et mis en œuvre. | 100% | **Du** 01.01.2024. **au** 31.12.2024 | 5% | En cours | >Définir les protocoles de suivi des émissions et de la biodiversité  > |
| 1. Les fonctionnaires du ministère, les auditeurs sur le terrain et les employés du secteur privé sont formés pour définir, mettre en œuvre et contrôler les normes nationales de certification. | Un processus de certification à l'échelle nationale pour le Gabon est conçu et mis en œuvre. | 100% | **Du** 01.01.2024. **au** 31.12.2024 | 10% | En cours | > Achat de véhicules  >Mettre en place une équipe de certification |
| 1. 30 agents sont identifiés et formés pour servir d'unité d'élite d'application de la loi forestière | Une unité d'élite chargée de l'application de la législation forestière est créée et opérationnelle. | 100% | **Du** 01.01.2024. **au** 31.12.2024 | 5% | En cours | >Achat de véhicules  >Création d’une unité d’élite  >Formation de l’unité d’élite á l’application de la loi forestière. |
| 1. 30 agents sont déployés pour servir d'unité d'élite d'application de la loi forestière. | Une unité d'élite chargée de l'application de la législation forestière est créée et opérationnelle. | 100% | **Du** 01.01.2024. **au** 31.12.2024 | 10% | En cours | >Achat de véhicules  >Création d’une unité d’élite  >Formation de l’unité d’élite á l’application de la loi forestière. |
| 1. Des chiens de détection et de pistage sont soutenus pour travailler avec l'unité d'élite chargée de l'application de la loi. | Une unité d'élite chargée de l'application de la législation forestière est créée et opérationnelle. | 100% | **Du** 01.01.2024. **au** 31.12.2024 | 25% | En cours | > Achat des unités canine réalisé  >Trouver un accord entre l’ENEF et l’ANPN pour la gestion des unités canines |
| 1. La gouvernance des associations forestières communautaires est améliorée | La gestion communautaire des forêts est améliorée, formalisée et étendue à l'ensemble du pays. | 100% | **Du** 01.01.2024. **au** 31.12.2024 | 5% | Activité démarrée | Voyage de la Direction des Foret communautaires au brésil  Achat de véhicules |
| 1. Un audit des forêts communautaires existant est réalisé | La gestion communautaire des forêts est améliorée, formalisée et étendue à l'ensemble du pays. | 100% | **Du** 01.01.2024. **au** 31.12.2024 | 100% | Activité réalisée | Le recensement des forêts communautaires est réalisé |
| 1. Les structures institutionnelles de gouvernance des forêts communautaires sont définies et les agents du MINEF sont formés et équipés pour transformer le secteur des forêts communautaires. | La gestion communautaire des forêts est améliorée, formalisée et étendue à l'ensemble du pays. | 100% | **Du** 01.01.2024. **au** 31.12.2024 | 5% | Activité démarrée mais pleinement mise en place courant 2024 | Achat de véhicule pour les équipes sut le terrain réalisé  Défis 2024 > Formation des agents de terrain pour les audits des foret communautaires |
| 1. Les forêts communautaires sont intégrées dans la cartographie participative des villages gabonais (c.f. CAFI 1) | La gestion communautaire des forêts est améliorée, formalisée et étendue à l'ensemble du pays. | 100% | **Du** 01.01.2024. **au** 31.12.2024 | 5% | Activité démarrée mais pleinement mise en place courant 2024 | Le recensement des forêts communautaires est réalisé  Défis 2024 > Formation des agents de terrain. |
| 1. Des plans d'affaires et de gestion des forêts communautaires sont élaborées. | La gestion communautaire des forêts est améliorée, formalisée et étendue à l'ensemble du pays. | 100% | **Du** 01.01.2024. **au** 31.12.2024 | 5% | Activité démarrée mais pleinement mise en place courant 2024 | Le recensement des forêts communautaires est réalisé  Défis 2024 > Formation des agents de terrain. |
| 1. La mise en œuvre du plan de gestion des forêts communautaires est soutenue et les résultats sont suivis. | La gestion communautaire des forêts est améliorée, formalisée et étendue à l'ensemble du pays. | 100% | **Du** 01.01.2024. **au** 31.12.2024 | 5% | Activité démarrée mais pleinement mise en place courant 2024 | Le recensement des forêts communautaires est réalisé  Défis 2024 > Formation des agents de terrain. |

# Résultats du Projet

## 5.1 Contributions du projet à l’atteinte des indicateurs du cadre de résultats de CAFI

*En concordance avec les décisions du Conseil d’Administration de CAFI, veuillez cocher les effets de CAFI auxquels le projet contribue.*

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Effets CAFI** | | | | | | |
| Les pratiques agricoles durables permettent la réduction de la conversion des terres et l’augmentation de la sécurité alimentaire | Des alternatives durables aux pratiques actuelles en matière de bois-énergie sont adoptées | Les institutions et parties prenantes du secteur forestier et des aires protégées sont en capacité et disposent d’un cadre légal permettant de promouvoir, suivre et mettre en œuvre la gestion durable des forêts | Les infrastructures et futurs projets miniers et hydrocarbures minimisent leur empreinte globale | i)Les décisions d’aménagement du territoire assurent une représentation équitable des intérêts sectoriels et maintiennent le couvert forestier  ii) la sécurisation foncière n’incite pas à la conversion par des individus ou des communautés | La croissance démographique et la migration vers les forêts et les fronts forestiers sont ralenties | Une coordination interministérielle et une gouvernance sont améliorées, et résultent en i) des régimes fiscaux et permis pour les activités économiques qui ne poussent pas les acteurs économiques vers la conversion des forêts et les activités illégales, ii) un climat des affaires favorable aux investissements bénéfiques à la forêt |
| ~~☐~~ | ~~☐~~ |  | ~~☐~~ | ~~☐~~ | ~~☐~~ |  |

**Au niveau des impacts, effets et leurs produits, renseigner l’Annexe fournie en Excel (LIEN) en fonction de la nature du projet :**

* + **Projet approche territoriale : remplir** [**l’annexe 1**](https://docs.google.com/spreadsheets/d/1iw5JdQkOUJ-tqKtIuSKgArkXALo0GhT8/edit?usp=drive_link&ouid=108442690432788652504&rtpof=true&sd=true) (Tableau des indicateurs harmonisés CAFI/FONAREDD pour les projets qui fournissent un appui de terrain (adoption en novembre 2023). Les explications relatives aux indicateurs contenues dans cette annexe 1 se trouvent dans ce document. *Il est attendu des projets territoriaux et de certains projets sectoriels (comme par exemple ceux qui portent sur la substitution au bois-énergie, ou sur les mines et hydrocarbures) qu'ils estiment leurs contributions aux réductions d'émissions, comme décrit dans les Lignes directrices Suivi & Evaluation adopté le 13 novembre 2023.*
  + **Projet approche habilitante : remplir** [**l’annexe**](https://drive.google.com/drive/folders/1LC5lNP1Baw9psacLihFgogYgKYJBnJbw) **2 .** *On n'attend généralement pas des projets habilitants qu'ils calculent leur contribution à la réduction des émissions. Si des estimations sont fournies, les hypothèses doivent être clairement expliquées.*

#### 

#### 5.1.1 Tous les projets

***Renseigner la matrice des bénéficiaires en prenant en compte l’encadré « bénéficiaires » en annexe de ce canevas.*** *Noter que certains bénéficiaires peuvent se situer sous plusieurs piliers, et qu’il n’est donc pas nécessaire que les totaux par effet correspondent au nombre total de bénéficiaires.*

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Effet** | **Nombre de bénéficiaires directs (indiquer % hommes et femmes)** | **Description et intensité du soutien** | **Nombre de bénéficiaires indirects** | **Description et intensité du soutien** | **Commentaires** |
| Aménagement du territoire |  |  |  |  |  |
| Energie |  |  |  |  |  |
| Agriculture |  |  |  |  |  |
| Forêts |  |  |  |  |  |
| Foncier |  |  |  |  |  |
| Mines et infrastructures |  |  |  |  |  |
| Démographie |  |  |  |  |  |
| Gouvernance |  |  |  |  |  |
| **Nombre total** |  |  |  |  |  |

## 5.2 Contributions du projet à l’atteinte des jalons de la Lettre d’intention

*Dans le cadre du financement CAFI, le pays dans lequel vous intervenez s’est engagé à la réalisation de Jalons tels que définis dans une Lettre d’intention. C’est ainsi que tous les projets financés par CAFI intègrent les Jalons de la LOI dans leur programmation et, ont pour obligation de rapporter sur l’état d’avancement des différents Jalons.*

*La matrice simplifiée ci-dessous permet de renseigner la contribution du projet aux différents Jalons.*

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **N° du jalon dans la LOI*[[11]](#footnote-11)*** | **Descriptif du Jalon** | **Progrès accomplis lors de la période de rapportage** | **Progrès accomplis de manière cumulative depuis le début du projet** | **Commentaires** |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

# Communication et promotion

## 6.1 Illustration spécifique

*Donner au moins un exemple détaillé d’une action/intervention spécifique mettant en valeur les progrès réalisés par le projet.*

*Chaque exemple doit s’accompagner de pièces justificatives et supports visuels et/ou des hyperliens vers les produits (sites web, articles presse, etc.), comme par exemple des photos haute résolution (à joindre sous forme de lien ou séparément) avec légendes, des cartes si pertinentes et des informations explicatives détaillées.*

*Le Secrétariat de CAFI (et du FONAREDD en RDC) choisira des exemples et des photos qui seront publiés dans le rapport annuel global, les sites web du Fonds et ceux seront sujets de reportages ou blogs spéciaux.*

## 6.2 Stratégie et plan de communication

TNC a signé un contrat avec Punta parte dans l’objectif de vulgariser le projet. Deux infographiques ont déjà été réalisé : Le premier qui résume les enjeux du programme 1 du CAFI 2 et 3 et le deuxième qui résume les enjeux de CAFI 3 programme 4. Una autre infographique résumant l’un des objectifs cruciaux du CAFI 2 est en cours de réalisation.

TNC développe également avec les agences d’exécution la communication du projet. Elle travaille en étroite collaboration avec le service de communication de l’agence d’exécution des activités de la filière foret et bois.

Utilisez et reproduisez le tableau ci-dessous afin de décrire vos efforts de communications :

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom du projet de communication** | Forets du Gabon CAFI | | | | | |
| **Date de début du projet de communication** | Janvier 2024 | | **Date de fin du projet de communication** | | NA | |
|  | | | | | | |
| **Objectifs du projet de communication (comment ce projet de communication s’insère-t-il dans les objectifs et la stratégie globale ?) :** | |  | | | | |
| **Audience** | | **Résultat en termes de communication (y compris en termes de communication pour le changement social et comportemental)** | | **Lien aux outils de communication (Par exemple : publications, ateliers, spots radio, pages web)** | | |
| MINEF et Agences d’exécution | | La communication visuelle permet de saisir la portée du projet (résultat positif) | | Infographiques :  >CAFI Gabon infographique 01  >CAFI Gabon infographique 02 | | |
| Autres ONGs, Société civile, citoyen diverse | | Le projet CAFI est mieux vulgariser | | Infographiques :  >CAFI Gabon infographique 01  >CAFI Gabon infographique 02 | | |
|  | |  | |  | |  |

# Exécution financière

## 7.1 Décaissements

Sur les transferts reçus, indiquer le niveau de décaissement global ainsi que le niveau de décaissement annuel en incluant le budget prévisionnel pour l’année et le décaissement effectif.

Les montants engagés mais non décaissés peuvent être rajoutés dans la dernière colonne du tableau.

1. Taux de décaissements du projet.

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **A) Résultats** | **B) Budget Total (USD) tel que dans le document de projet (indiquer si révision)** | **C) Budget prévu pour la période de rapportage (semestre ou année)** | **D) Dépenses 1ère semestre ou annuelles** | **E) Solde au 31/12/2023** | **F) Taux de décaissement sur la période de rapportage** | **G) Taux de décaissement cumulatif depuis le début du projet** | **H) Montants engagés mais non dépensés** |
| Effet 1 | $  1,552,000.00 | $  597,366.67 | $  293,910.64 | $  1,258,089.36 | 98% | 19% |  |
| Produit 1.1. |  |  |  |  |  |  |  |
| Sous-produit ou activité 1.1.1 |  |  |  |  |  |  |  |
| Effet 2 | $  16,214,000.00 |  |  | $  16,214,000.00 | 0% | 0% |  |
| Produit 2.1 |  |  |  |  |  |  |  |
| Effet 3 | $ 3,164,570.00 |  |  | $ 3,164,570.00 | 0% | 0% |  |
| Produit 3.1 |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total Coûts Résultats** |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total Coûts M&E** |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total Coûts Gestion de Projet (PMC)** | **$ 4,006,800.00** | **$ 350,000.00** | **$ 312,821.97** | **$ 3,693,978.03** | **89%** | **8%** |  |
| **Coût Total Indirect** | **$ 1,745,615.90** | **$ 45,500.00** | **$**  **42,471.28** | **$ 1,703,144.62** | **93%** | **2%** |  |
| **Total** | **$ 26,682,985.90** | **$ 695,500.00** | **$ 649,203.89** | **$ 26,033,782.01** | **93%** | **2%** |  |

1. Annexe 3 - Tableau 8.2

Téléchargez et complétez le canevas de « Annexe 3 - tableau 8.2 » [dans ce dossier](https://drive.google.com/drive/folders/1LC5lNP1Baw9psacLihFgogYgKYJBnJbw) et transmettez-le en même temps que ce rapport. **Le présent rapport sera considéré incomplet sans ce document.**

Le rapport financier certifié sur base des lignes budgétaires UNSDG est envoyé directement par les services financiers au MPTF via le système UNEX, avec une copie électronique au Secrétariat de CAFI.

**Note importante** : le total des montants décaissées par effet et produit (plus couts) de l’onglet 1 doit correspondre au total des montants décaissés par catégorie UNDG transmis par les services financiers au MPTF via le système UNEX.

1. Cout efficacité : Tableau des progrès et décaissements par effets et par produits

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Résultats | Progrès actuel de l'indicateur*[[12]](#footnote-12)* | Dépenses cumulatives en US $ *[[13]](#footnote-13)* | Commentaires |
|  |
| Effet 1 : Agriculture |  | Obligatoire *[[14]](#footnote-14)* |  |
| Produit 1.1 du document de projet |  | Obligatoire*[[15]](#footnote-15)* |  |
| Activité ou sous-produit 1.1.1. |  | Recommandé |  |
| ... |  |  |  |
| Produit 1.2 du document de projet |  | Obligatoire |  |
| .. |  |  |  |
| Total |  |  |  |

1. Taux de décaissement par pilier de la Stratégie Nationale REDD+

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| PILIER | BUDGET DANS LE PRODOC | DECAISSEMENTS ESTIMES POUR LA PERIODE DE RAPPORTAGE | DECAISSEMENTS CUMULES DEPUIS LE DEBUT DU PROJET |
| Aménagement du Territoire |  |  |  |
| Foncier |  |  |  |
| Agriculture |  |  |  |
| Forêt |  |  |  |
| Energie |  |  |  |
| Mines et Hydrocarbures |  |  |  |
| Démographie |  |  |  |
| Gouvernance |  |  |  |

## 7.2 Contrats

*Lister les entités lesquelles des contrats (approvisionnements) ou des accords (partenariats) de plus de 100,000 dollars ont été signés, indiquer la thématique, la responsabilité et le budget assigné à chacune d’elle. Si vos procédures le permettent, joindre une copie du contrat (qui ne sera pas rendue publique).*

*Sur la période 2023, nous n’avons pas de contrat d’une valeur supérieur à 100,000 dollars.*

Suivi des contrats

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N° du Contrat** | **Intitulé et thématique** | **Type**  **(ONG internationale, ONG nationale, entité publique, secteur privé, autre)** | **Sous type (voir liste ci-dessous)** | **Montant du contrat** | **Date signature contrat** | **Date début des activités** | **Date fin Contrat** | **Délai Exécution Prévu** | **Commentaires** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Sous-type

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **ONG Nationale** | **Entité publique** | **Secteur privé** |
| Organisation non gouvernementale (ONG) nationale | Administration publique nationale | Entreprise nationale |
| Comité Local de Développement (CLD) | Administration publique provinciale | Bureau d’étude |
| Comité Local de Gestion (CLG) pour les Concession Forestière des Communautés Locales (CFCL) | Université | Coopérative |
| Autre | Centre de recherche | Entreprise internationale |
|  | Conseil Agricole Rural de Gestion (CARG) | Autre |
|  | Autre |  |

## 7.3 Gestion financière, approvisionnement et ressources humaines

*Fournir des informations sur la gestion financière, l’approvisionnement et les ressources humaines (si applicable) :*

* *Veuillez évaluer si les dépenses financières du projet sont alignées aux prévisions du PTBA ou en retard par rapport aux plans de travail ;*

*Les dépenses ont dûs être minoré du fait du coup d’état et de l’absence de compte bancaire du principal bénéficiaire de cette subvention, à savoir la Direction Générale des Forêts. Il est à préciser que cette direction a aussi été touché par les changements du fait du coup d’état.*

* *Si les dépenses sont retardées ou non-conformes aux plans, veuillez fournir une explication en indiquant les mesures prises pour (i) accélérer la mise en œuvre ; (ii) s’assurer que les résultats attendus soient bien réalisés en qualité et aux échéances prévues ;*

*Voir ci-dessus.*

* *Veuillez indiquer quel montant en dollars a été prévu (dans le document de projet) pour les activités axées sur l’égalité des sexes ou l’autonomisation des femmes et combien a été effectivement alloué à ce jour ;*

*Ce type d’activités n’est pas mentionné dans le document de projet.*

* *Quand comptez-vous demander la deuxième tranche du projet restant au compte du MPTF ;*

*Nous comptons demander une seconde tranche en juillet 2025.*

*d) Fournissez des mises à jour sur la passation de marchés/un plan de passation de marchés pour les services contractés pour une valeur supérieure à 1 million de dollars US énumérés dans le document de votre projet, y compris une description du processus qui a été utilisé pour identifier le fournisseur.*

*Nous n’avons pas de marchés de cette valeur.*

## 7.4 Mobilisation de ressources

*Uniquement les fonds CAFI ont été utilisés durant l’année 2023.*

## 7.5 Audits

*Il n’y apas eu d’audits au cours de l’année 2023. Toutefois, dans le cadre de compte rendu des avancées des activités, un audit sera réalisé en 2025.*

## 7.6 Révisions budgétaires

*Veuillez indiquer des éventuelles révisions au budget du projet*

# Suivi évaluation et apprentissage du projet

Le ministère des eaux et forêts par l’entremise de la Direction Générale des forêts est le chef de file du projet dans la mesure où il assure la mise en place ainsi que la réalisation des activités du Programme de Travail Budgétisé annuel. Le comité de pilotage (Copil) qui est l’organe de responsable de la supervision, de la coordination et du suivi de programme et projet du plan d’investissement de CAFI á pour mission :

* Coordonner l’élaboration de document de programme détaillés et les plans de travail issus du plan d’investissement et les approuver
* Jouer un rôle de supervision concernant les budget et l’utilisation des financements obtenue pour la mise en œuvre du plan d’investissement
* Examiner et évaluer les résultats du projet et programmes du plan d’investissement
* Suivre la mobilisation des financements
* Etablir les indicateurs de suivi de projet et programmes
* Valider et proposer les programmes au ministre de tutelle pour présentation au conseil des ministres

Le copil se réunit une fois par an pour valider les activités á mettre en œuvre ainsi que les budgets correspondant aux activités. Le Copil á la décision sur la stratégie de mise en œuvre des activités.

TNC en tant qu’agence fiduciaire coordonne la mise en œuvre des activités et gère les fonds du projet.

En termes de suivi des activités, la direction générale des forets rends compte tous les trimestres á TNC en transmettant des rapports d’activités et financier.

Les agences d’exécution telles que l’ANPN, l’AEAFFB, L’AGANOR, élabore des rapports d’activités et des rapports comptable qu’ils soumettent á TNC.

## 8.1 Etat d’avancement du plan de suivi du projet

*Ce tableau doit refléter notamment les passages du projet devant les instances décisionnaires du projet ainsi que la prise en compte des différentes décisions issues des organes de décision du projet dans la mise en œuvre des activités.*

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Activité de suivi et évaluation** | **Nombre prévu** | **Nombre réalisé** | **Date(s)** | **Compte-rendu avec hyperlien (doit notamment figurer le suivi des décisions prises dans les instances de décision du projet)** |
| COPIL de projet | 1 | 1 | Juin 2023 | Voir PTBA 2023 |

## 8.2 Evaluations

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nature de l’évaluation** | **Date** | **Conclusions majeures de l’évaluation** | **Réponse du management** | **Suivi mise en œuvre des actions à prendre** |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

## 8.3 Intégration des leçons apprises

*Le rapport doit fournir 3 points d’apprentissage majeurs, le plan d’action et leur intégration dans le projet.*

## 8.4 Révisions programmatiques (le cas échéant)

*Indiquer sous forme de tirets toute modification importante dans les stratégies, les objectifs ou les cibles du projet en présentant les justifications à de telles modifications (sur la base du tableau de la Section 4.1) ainsi que les dates d’approbations obtenues par la structure de gouvernance du projet pertinente.*

# Thèmes transversaux

## 9.1 Genre, peuples autochtones et autres groupes vulnérables

*Les actions, politiques et réformes prévues dans le Plan d’investissement et visant à réduire la déforestation ont un impact particulier sur les femmes.*

*Veuillez expliquer comment le projet a tenu compte des aspects ci-dessus (désagrégation des indicateurs, recrutement de personnel, représentation dans les instances de décision, consultations spécifiques etc…)*

*Remplir le tableau suivant dans l’objectif de donner un aperçu des réalisations et intégrer certains exemples concrets (bonnes/mauvaises pratiques).*

Suivi des aspects Genre

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Critère** | **Activités ciblant les groupes sus mentionnés** | **Résultats** | **Défis affrontés** |
| Mise en œuvre/Activités |  |  |  |
| Suivi-évaluation |  |  |  |

*Y a-t-il eu des obstacles sur le plan de la préparation et la mise en œuvre de ces activités ? Comment le projet les a-t-il surmontés ?*

## 9.2 Respect des standards environnementaux et sociaux

* 1. *Etude d’impact environnemental et social*

*Une étude d’impact environnemental et social a-t-elle été réalisée au cours de ou avant la période sous-examen ? Oui* ☐*, indiquer la date : Non* ☐

*Dans l’affirmative, veuillez*

1. *Fournir un hyperlien à cette étude*
2. *Décrire brièvement ses conclusions majeures et/ou mises a jour au cours de la période*
3. *Indiquer si des révisions ont été effectuées* 
   1. *Plan de gestion environnementale et sociale*
4. *Le projet a-t-il développé un plan de gestion environnemental et sociale (PGES) : ~~Oui~~* ~~☐~~  *Non*

*Dans l’affirmative, veuillez*

1. *Fournir l’hyperlien*
2. *Décrire la mise en œuvre et suivi du plan de gestion environnementale et social au cours de la période*
3. *Indiquer s’il y a des retards ou problèmes rencontrés lors de la mise en œuvre du PGES au cours de la période* 
   1. *Gestion des plaintes et recours*

*Plusieurs types de conflits peuvent surgir dans la mise en œuvre des programmes et projets. Il convient d'établir ou de mettre à disposition des mécanismes impartiaux, accessibles et équitables de dépôt de plainte, de résolution des conflits et de recours, et de veiller à ce qu'ils soient accessibles tout au long des consultations et de l’exécution des activités du projet.*

1. *Le mécanisme de plaintes est-il décrit dans un document spécifique ou sur une plateforme en ligne ? Dans l’affirmative, fournir l’hyperlien :*
2. *Veuillez fournir le nombre de plaintes enregistrées par le mécanisme de gestion des plaintes, et le nombre de plaintes traitées depuis le début du projet*
3. *Veuillez fournir un résumé des plaintes déposées pour la période de rapportage*

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Lieu** | **Description de la plainte** | **Date d’émission** | **Résolution prise** |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

1. *Veuillez préciser comment les parties prenantes bénéficiaires ont été activement informées de l’existence et du fonctionnement du mécanisme de plaintes et recours*
2. *Veuillez préciser les formations fournies aux staffs, consultants et sous-contractants sur le mécanisme de plaintes utilisé.* 
   1. *Garanties de Cancún*

*Tel que défini dans le contexte de la CCNUCC et en particulier des décisions de la COP de Cancún sur les sauvegardes, les parties à la COP ayant l’ambition d’accéder aux paiements basés sur les résultats doivent pouvoir démontrer que les garanties de Cancún ajustées au contexte national ont été respectées dans la production des réductions d’émissions concernées. La mise en œuvre du Plan d’Investissement REDD+ concourt à la génération de telles réductions d’émissions. Il est donc nécessaire pour tous les programmes, tant sectoriels qu’intégrés, de s’assurer du respect et de rapporter sur ces normes. Dans un premier temps ceci facilite la consolidation des informations au niveau de CAFI, et dans un deuxième temps ces informations pourront être utilisées dans le Résumé des Informations sur les Sauvegardes si soumission à la CCNUCC. Veuillez donc rapporter sur les normes environnementale et sociale.*

Suivi des mesures/principes de sauvegardes de Cancún

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Actions spécifiques du projet | Défis rencontrés |
| Principe 1 : Les activités REDD+ doivent protéger les forêts naturelles, favoriser l’accroissement des services environnementaux et renforcer la préservation de la biodiversité.  (Cancun a ; IFC norme 6) |  |  |
| Principe 2 : Les activités REDD+ doivent favoriser la transparence et la bonne gouvernance. (Cancun b) |  |  |
| Principe 3 : Les activités REDD+ doivent minimiser les pertes et dommages, prévoir des voies de recours et mettre en place des mécanismes de réparations justes et équitables d’éventuelles pertes et/ou dommages subis par les communautés et autres parties prenantes  (IFC norme 4) |  |  |
| Principe 4 : Les bénéfices économiques et sociaux générés par les activités REDD+ doivent être partagés équitablement et proportionnellement par les parties prenantes intéressées  (Cancún f ; IFC norme 1) |  |  |
| Principe 5 : Les activités REDD+ doivent favoriser l’émergence de nouvelles opportunités économiques pour contribuer au développement durable des communautés locales et des peuples autochtones |  |  |
| Principe 6 : Les activités REDD+ doivent assurer la participation effective et efficiente de toutes les parties prenantes, notamment des communautés locales et autochtones dans leurs spécificités locales  (Cancun d) | **Voir section 9.2 peuples autochtones** |  |
| Principe 7 : Les activités REDD+ doivent respecter les droits humains, ceux des travailleurs qu’ils emploient et les droits aux terres et ressources naturelles des communautés riveraines concernées  (Cancun c |  |  |
| a) Que les actions complètent ou sont conformes aux objectifs des programmes forestiers nationaux et des conventions et accords internationaux pertinents ; |  |  |
| b) Mesures visant à réduire les déplacements d’émissions. |  |  |
| C) Norme de performance 2 : Main-d’œuvre et conditions de travail |  |  |

# Gestion des risques

## 10.1 Matrice de gestion des risques sur la base de l'analyse effectuée

*Détailler les mesures qui ont été/seront prises et indiquer la personne/l’acteur responsable. Cette matrice devra mettre à jour ce qui a été identifié dans le document de projet à son approbation (ou l’année précédente pour les projets ayant plus d’une année de mise en œuvre). Dans cette analyse il sera intéressant de commenter l’évolution sur le temps (e.g. un risque estimé à haute probabilité à la formulation peut être revu à la baisse l’année suivante), en expliquer les raisons et si le projet a eu un rôle proactif dans l’atténuation de ces risques.*

Gestion des risques

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Identification des risques** | |  | **Traitement du risque** | | |
| Description du risque | Catégorie de risque | Evolution du risque (stable, accru, amoindri) lors de l’année de rapportage | Action anticipée ou menée par le projet | Responsabilité | Echéance |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

## 10.2 Évaluation de la transparence et de l'intégrité

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Cas de Fraude, mauvaise utilisation de fonds et corruption** | Oui (reporter ci-dessous combien de cas allégés, en cours d’investigations et/ou ayant conduit à des sanctions pour la période de rapportage, et une brève description de chacun des cas) | Non |
| Allégations |  |  |
| Investigations |  |  |
| Sanctions (y compris les recouvrements effectués et leurs montants) |  |  |
| **Cas d’exploitation, abus et harcèlement sexuels** |  |  |
| Allégations |  |  |
| Investigations |  |  |
| Sanctions |  |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Fraude, mauvaise utilisation de fonds et corruption :** Veuillez détailler les formations fournies aux staffs, consultants et sous-contractants sur fraude, la mégestion de fonds et la corruption depuis le début du programme | | |
|  | Pour la période de rapportage | Depuis le début du programme |
| Nombre de staffs formés /nombre de staff total |  |  |
| Nombre de consultants formés / nombre total |  |  |
| Nombre de sous-contractants formés / nombre total |  |  |
| **Exploitation, abus et harcèlement sexuels** | | |
| Veuillez détailler les formations fournies aux staffs, consultants et sous contractants sur l’exploitation, les abus et le harcèlement sexuel | Pour la période de rapportage | Depuis le début du programme |
| Nombre de staffs formés  /nombre de staff total |  |  |
| Nombre de consultants formés / nombre total  Nombre de sous-contractants formés / nombre total |  |  |

*Pour rappel, tel que décrit dans les accords-cadres entre les organisations de mise en œuvre et le MPTF-O, dans le cas où le service d'enquête d'un organisme de mise en œuvre détermine qu'une allégation relative à la mise en œuvre des activités dont cet organisation de mise en œuvre est responsable est suffisamment crédible pour justifier une enquête, la dite organisation doit en informer* ***rapidement*** *le Conseil d'administration de CAFI et l'Agent administratif du Fonds (MPTF-O), dans la mesure où une telle notification ne compromet pas la conduite de l'enquête, y compris, mais sans s'y limiter, les perspectives de recouvrement des fonds ou la sûreté ou la sécurité des personnes ou des actifs.*

# Récapitulatif des livrables

*Etablir la liste des livrables évoqués dans le rapport* ***et fournir des hyperliens aux livrables finalisés*** *ou, le cas échéant, aux dossiers qui les contiennent.*

# Annexes

* Tableau indicateurs

Rappel : annexer le tableau xx ou xx

* Tableau 8.2

*Rappel : Annexer le tableau 8.2 relatif aux informations financières complété en format Excel téléchargeable au lien suivant.*

* Encadré « bénéficiaires »

**Encadré : calculer et estimer le nombre de bénéficiaires**

Les bénéficiaires reçoivent un soutien qui est défini dans deux dimensions :

**Type de soutien**

Soutien ciblé (reçu par des personnes qui peuvent être identifiées et comptées par le projet et qui savent qu’elles reçoivent du soutien)

Soutien non ciblé : reçu indirectement par des personnes qui ne peuvent pas être identifiées et comptées précisément. Par exemple : campagnes de communication, enfants dans un foyer dont l’un ou les deux parents reçoivent un appui ciblé.

**2) Intensité du soutien**

Faible (par exemple, les personnes vivant dans une zone administrative où l’autorité reçoit un soutien au renforcement des capacités)

Moyenne (par exemple, les personnes qui participent à des séances de renforcement de capacité de manière régulière)

Haute (par exemple, les individus qui reçoivent un accompagnement soutenu sur la durée)

**Le nombre de bénéficiaires directs est dès lors défini comme le nombre d’individus (ventilés par le genre) qui reçoivent un soutien ciblé et de haute et moyenne intensité.**

**Le nombre de bénéficiaires indirects est le nombre d’individus (ventilés par le genre) qui reçoivent un soutien ciblé d’intensité moyenne, ou un appui non ciblé d’intensité forte ou moyenne**

**Si certains bénéficiaires bénéficient plus d’une fois : (eg : les membres d’une communauté qui sont soutenus pour une mise en défens et bénéficient aussi d’une nouvelle route) estimer le détail mais ne pas les comptabiliser deux fois.**

1. Ce canevas est relatif à la présentation des rapports annuel et semestriel des organisations de mise en œuvre des programmes financés par CAFI, y compris via le FONAREDD en RDC. Les rapports annuels couvrent la période du 1er janvier au 31 décembre. Les rapports semestriels couvrent la période du 1er janvier au 30 juin. [↑](#footnote-ref-1)
2. <https://drive.google.com/open?id=1YndKt5KEULfKU0hCkr9FkY6i99cczf5T&authuser=secretariatcafi%40gmail.com&usp=drive_fs> [↑](#footnote-ref-2)
3. L’ensemble des documents de projet se trouve sur le Drive CAFI <https://drive.google.com/drive/folders/1RhAT_Hc5jycgw40xr7YZM57jV4zQFadQ>. Sélectionner Country documents / Le pays ou regional / programming / active portfolio / numéro et nom du projet [↑](#footnote-ref-3)
4. Il s’agit des organisations qui ont reçu un financement direct du Bureau MPTF dans le cadre du projet. [↑](#footnote-ref-4)
5. Préciser l’unité. [↑](#footnote-ref-5)
6. Indiquer la valeur à l’issue de la période de rapportage. [↑](#footnote-ref-6)
7. Indiquer la cible telle que renseignée dans le document de projet. [↑](#footnote-ref-7)
8. Les commentaires doivent inclure les raisons pour les progrès significatifs, les retards ou changements le cas échéant. [↑](#footnote-ref-8)
9. Indiquer seulement le numéro du Produit dans lequel s’inscrit l’activité. [↑](#footnote-ref-9)
10. Merci de vous référer au calendrier de mise en œuvre du cadre logique du projet. [↑](#footnote-ref-10)
11. Les Lettres d’intentions sont accessibles dans ce dossier : <https://drive.google.com/drive/folders/19GjqHJID8RP4imWoEiqNIoagyZPwZHDP?usp=drive_link> [↑](#footnote-ref-11)
12. Reporter la valeur indique dans le tableau 2. [↑](#footnote-ref-12)
13. Tels qu’indiqués dans la colonne G du tableau 5.1. [↑](#footnote-ref-13)
14. En vertu du protocole d’accord (Memorandum of Understanding) et des Accords standards signés avec le MPTF, qui stipulent que “les rapports financiers fourniront l’information sur l’utilisation des ressources fiduciaires selon les effets et produits du cadre de résultat du programme ». [↑](#footnote-ref-14)
15. En vertu du protocole d’accord (Memorandum of Understanding) et des Accords standards signés avec le MPTF, qui stipule que “les rapports financiers fourniront l’information sur l’utilisation des ressources fiduciaires selon les effets et produits du cadre de résultat du programme ». [↑](#footnote-ref-15)